

UE: la France, opposée à l'entrée de la Turquie, marche sur des oeufs

BRUXELLES (AFP) - Les relations entre Ankara et l'UE risquent de tourner au casse-tête pour la présidence française, contrainte de jongler entre son opposition à l'adhésion turque au bloc européen et la nécessité de ne pas fâcher encore plus un partenaire stratégique des Européens.



Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner (g) avec son homologue turc Ali Babacan, le 5 octobre 2007 à Ankara (© AFP/Archives - Adem Altan)

"Honnêtement, je ne pense pas que qui que ce soit en Turquie attende vraiment beaucoup de la présidence française" de l'UE qui commence le 1er juillet pour six mois, souligne Amanda Akçakoca, analyste au European policy centre.

La France a pourtant assuré qu'elle était prête à ouvrir trois nouveaux chapitres thématiques parmi les 35 qui jalonnent les négociations d'adhésion commencées en octobre 2005. Ce qui serait un record pour une présidence et porterait à 11 le nombre de chapitres ouverts en trois ans.

Une source diplomatique française a également promis que la possible interdiction du parti au pouvoir AKP pour activités "anti-laïques", qui pourrait compliquer encore les relations entre l'UE et la Turquie, n'aurait "pas d'influence" sur l'ouverture des chapitres.

Mais certains ne croient pas à ces promesses visant à rassurer un partenaire primordial, déjà échaudé par le gel unilatéral par la France de cinq des chapitres de négociations qu'elle considère comme directement liés à l'adhésion.

"Le ministre français des Affaires étrangères Bernard Kouchner essaie de produire un message positif et de dire qu'on continuera comme avant avec Ankara (pendant la présidence française)" mais "ce que Kouchner dit est

généralement à l'opposé de ce que pense le président Nicolas Sarkozy", clairement contre l'adhésion turque, estime Amanda Akçakoca.

L'analyste se dit persuadée que la France serait bien favorable à la suspension des négociations si l'AKP était banni de la vie politique turque. "Si un seul chapitre était ouvert sous présidence française, ce serait un bonus", ironise-t-elle.

Chypre, qui met traditionnellement des bâtons dans les roues de la Turquie dans son chemin vers l'UE, s'est démarqué de la France.

"Nous avons une approche différente de la France sur la Turquie", a assuré cette semaine le ministre chypriote des Affaires étrangères Markos Kyprianou.

Il a en particulier souligné que si la Turquie n'avait plus cette perspective d'adhésion, elle aurait "moins de motivation" pour changer et notamment pour adopter une attitude plus ouverte dans les discussions sur la réunification de Chypre, dont elle est la clé.

La présidence française pourra difficilement se permettre d'attaquer frontalement un partenaire dont l'UE a désespérément besoin pour diversifier son approvisionnement énergétique.

La Turquie est aussi considérée comme un pont entre l'Europe et le Proche-Orient et joue les intermédiaires depuis quelques semaines dans des discussions cruciales entre Israël et la Syrie.

L'avancée positive de ces discussions fait d'ailleurs espérer au président français qu'il pourra compter à Paris le 13 juillet à son sommet pour le lancement de l'Union pour la Méditerranée sur la présence du Premier ministre israélien Ehud Olmert et du président syrien Bachar al-Assad.

Mais de son côté la Turquie, qui avait dénoncé ce projet lors de sa présentation l'an dernier, perçu comme une alternative à son adhésion pleine et entière à l'UE, n'a pas confirmé sa participation.

Un élément récent pourrait toutefois améliorer les relations franco-turques: les sénateurs français ont supprimé lundi un amendement introduit par les députés dans la réforme des institutions françaises, rendant obligatoire un référendum pour l'adhésion éventuelle de la Turquie. Cet amendement avait provoqué l'"irritation" d'Ankara.